

PROFIL DE PAYS

Mise à jour trimestrielle

Juillet 2016



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

SÉNÉGAL

Introduction

Ce document a pour objectif principal de fournir une mise à jour au profil de pays du Sénégal, en mettant particulièrement l'accent sur les données annuelles publiées récemment pour 2015.

Évolutions récentes— Points saillants

- Le Sénégal a approuvé, par voie référendaire, la réforme de sa Constitution le 20 mars 2016. Les principaux changements portent sur la restauration du quinquennat, la promotion de la gouvernance locale et du développement territorial et la reconnaissance de nouveaux droits aux citoyens tels que le droit à un environnement sain, le droit aux ressources naturelles et au patrimoine foncier. Parallèlement, un dialogue national élargi à tous les acteurs nationaux a été lancé par le Président de la République, le 28 mai 2016.
- Le pays poursuit la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE) 2014-2018. À cet effet, les projets présidentiels de deuxième génération ont été lancés dans le nouveau pôle urbain de Diamniadio, situé à une trentaine de kilomètres de la capitale, Dakar. Il s'agit entre autres d'infrastructures hospitalières, de parcs administratifs et industriels ainsi que d'un parc de technologie numérique financé par la Banque africaine de développement à hauteur de 45 milliards de francs CFA.

- Le Sénégal a aussi engagé une initiative connexe au PSE, dénommée Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) 2015-2016. Ce programme est doté d'un budget de 113 milliards de francs CFA financé sur ressources propres, avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) comme agence d'exécution. Ce programme prévoit, sur la période 2015-2016, la construction et la réhabilitation de 3 050 km de pistes rurales, la réalisation de 250 forages et châteaux d'eau, l'électrification de 325 villages et la mise à disposition de 5 000 équipements ruraux.

Performances économiques

Croissance économique

En 2015, la croissance économique a enregistré une accélération avec un taux de 6,5% contre 4,3% en 2014. Cette tendance de l'activité économique est due essentiellement à la performance du secteur primaire, qui a enregistré en termes réels un bond de 18,2% contre 2,4% l'année précédente, soutenu par la forte progression de l'agriculture vivrière de 31,7 % contre 6,8 % en 2014. Ce dynamisme a été principalement soutenu par la production record de riz paddy de 900 000 tonnes, en hausse de 61 % par rapport à 2014, dans le contexte de la poursuite de l'objectif national d'autosuffisance en riz en 2017, avec un tonnage de 1 600 000 tonnes de production. Le Sénégal devrait consolider sa trajectoire favorable

en 2016, avec un taux de croissance attendu à 6,6 %.

Politique budgétaire et politique d'endettement

Le déficit budgétaire s'est atténué de 0,3 point de pourcentage, passant de 384 milliards de francs CFA (5,1 % du PIB) en 2014 à 387 milliards de francs CFA (soit 4,8 % du PIB) en 2015. Cette évolution est à la fois liée à la mobilisation satisfaisante des ressources en liaison avec l'environnement économique favorable et à la poursuite de la rationalisation des charges de fonctionnement. Le Gouvernement poursuit une politique prudente de gestion de la dette, le Sénégal ayant été reconnu lors de la dernière revue de son programme avec le Fonds monétaire international de juin 2016 comme un pays ayant la capacité de gérer sa dette de façon autonome.

Inflation et politique monétaire

Pour l'année 2015, le pays maintient sa dynamique de faible inflation, avec une hausse de 0,1 % en 2015 par rapport à 2014. L'inflation est projetée à 2 % en 2016.

Compte courant

Le déficit du compte devrait s'améliorer de 1,7 point de pourcentage, en ressortant à 570,3 milliards de francs CFA (+7,1 % du PIB) en 2015 contre 665,9 milliards de francs CFA (+8,8 % du PIB) en 2014. Cette situation est en partie imputable à l'atténuation du déficit de la balance commerciale de 89,9 milliards de francs CFA et à la hausse du solde des transferts courant de 44 milliards de francs CFA, soutenue par la vigueur des envois de

fonds des immigrés estimés à 963,9 milliards de francs CFA en 2015, soit 12 % du PIB.

Développement social

Pauvreté

L'incidence de la pauvreté est évaluée à 46,7% en 2011, traduisant une réduction du taux de pauvreté de 10,4 points entre 2001 et 2011. La dynamique de croissance enregistrée entre 2012 et 2015, avec un taux moyen annuel de 4,7%, laisse entrevoir une amélioration de l'incidence de la pauvreté en 2015. Par contre, le pourcentage de ménages se considérant comme pauvre (pauvreté subjective) se situe à 56,5% en 2015.

Santé

On observe d'importants progrès dans la réduction de la mortalité des enfants. Entre 2005 et 2015, la mortalité infantile a été ramenée de 61 ‰ (selon l'enquête démographique et de santé de 2005) à 39 ‰ (enquête continue de 2015). Dans la même période la mortalité infanto-juvénile a été ramenée de 121 ‰ à 59 ‰.

Éducation

En 2015, l'accès à l'éducation mesuré par le taux brut de scolarisation dans le primaire est estimé à 84% contre 67,2% en 2000. Cette évolution traduit des réels progrès vers la scolarisation universelle. Des préoccupations sont toutefois notées en ce qui concerne la qualité de l'éducation. Près d'un tiers des enfants en âge scolaire n'achèvent pas le cycle primaire, le taux d'achèvement pour ce cycle étant évalué à 65,9% en 2013.

Annexe : Sénégal

Performances économiques

Performance macroéconomique	Valeur	Année
PIB, valeur à prix courants, en milliards de francs CFA	8049,6	2015
Taux de croissance réel (en %)	6,5	2015
Taux d'inflation (en %)	0,1	2015

Finances publiques (en milliards de francs CFA)	Valeur	Année
Total recettes et dons, dont	2026,3	2015
Recettes budgétaires et Fond de soutien à l'énergie (FSE)	1794,3	2015
Dons	232,0	2015
Budgétaires	31,2	2015
En capital	200,8	2015
Dépenses totales et prêts (net), dont	2411,50	2015
Dépenses courantes	1504,4	2015
Traitements et salaires	526,1	2015
Intérêts sur la dette publique	159,8	2015
Extérieure	126,1	2015
Intérieure	33,6	2015
Autres dépenses courantes	818,5	2015
Dépenses en capital	907,2	2015
Solde global dons compris (Adm. centrale et entités non financières du secteur public)	-387,0	2015
Solde global dons non compris (-)	-619,0	2015

Politique monétaire	Valeur	Année
Taux minimum de soumission (en %)	2,50	2015
Taux du guichet de prêt marginal (en %)	3,50	2015
Taux interbancaire (en %)	4,90	2015
Taux débiteur moyen (en %)	5,89	2015
Taux débiteur appliqué aux entreprises (en %)	5,08	2015
Taux débiteur appliqué aux particuliers (en %)	9,34	2015
Taux créditeur moyen (en %)	5,58	2015
Compte courant (en milliards de francs CFA)		

Balance commerciale	-1 293,3	2015
Exportations FOB	1 664,6	2015
Importations FOB	2 957,9	2015
Solde du compte courant	-570,3	2015
Compte de capital et d'opérations financières (en milliards de francs CFA)	725,2	2015
Investissement directs	188,3	2015
Investissement de portefeuille	32,4	2015
Solde du compte de capital et d'opérations financières, dont	725,2	2015

Développement social

Pauvreté		
Incidence de la pauvreté (en %)	46,7	2011
Santé		
Taux de mortalité infantile (‰)	39	2010-2014
Taux de mortalité infanto-juvénile (‰)	59	2010-2014

Éducation		
Taux brut de scolarisation dans le primaire (en %)	84	2014

Références bibliographiques

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) (2015), Enquête à l'écoute du Sénégal, septembre 2015, rapport préliminaire.

_____ (2016), Enquête démographique et de santé continue au Sénégal (EDS-Continue 2015)- Rapport sur les indicat

Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (2016), Rapport sur les conditions de banque 2015, 2016. eurs clés, troisième année, mars 2016.

Commission économique pour l'Afrique (CEA) (2015), Profil de pays du Sénégal, 2015.

Conseil interministériel sur l'agriculture, communiqué du 17 mai 2016.

Direction de la prévision et des études économiques (2016): Situation économique et financière en 2015 et Perspectives 2016, mai 2016.